

vinciales. Celui qui a imaginé ce plan a eu une excellente idée.

Mais même en comprenant les clubs de tir le ministre n'arrive pas au chiffre qu'il mentionne. Qu'il nous donne la preuve qu'il aura les 100,000 hommes nécessaires et, pour ma part, je suis prêt à voter cet excédent de dépense. Mais je répète que le ministre devrait mûrir davantage son projet avant de demander trop d'argent. Ce projet repose encore trop sur le papier. Et l'on n'a pas suffisamment d'hommes à mettre en ligne. On consacre trop d'argent pour les services auxiliaires dont quelques-uns sont très précieux comme, par exemple, l'enseignement du tir, car rien n'est plus important que d'enseigner à notre jeunesse le maniement des armes.

Pour la défense d'un pays, il faut compter d'abord sur le patriotisme des soldats, deuxièmement, il faut que ces soldats sachent tirer, et troisièmement, qu'ils connaissent les moyens les plus pratiques et les plus simples de se disperser et de se réunir, car c'est de cette manœuvre que dépend le sort des batailles modernes. Répandons surtout l'instruction, mais avec moins de pompe et de tapage.

Le nombre des officiers supérieurs augmente continuellement. Sur ce point je parlerai avec la même franchise que sur les autres. Je connais les officiers et les soldats de notre milice, et s'il est une chose qui peut contribuer plus que toute autre à augmenter l'effectif de nos bataillons et à encourager les hommes, c'est de leur donner moins d'ordres et de leur témoigner un peu plus de sympathie. Les soldats de la force active devraient voir dans les officiers des frères et des compagnons, et non de simples supérieurs chargés de leur transmettre des ordres et de les réprimander s'ils ne les exécutent pas rigoureusement, ou comme l'état-major voudrait qu'ils soient exécutés.

Je conseillerais au ministre de reviser ce budget, d'en élaguer les dépenses non immédiatement nécessaires, et nous le voterons de meilleure grâce. Organisez la troupe de manière à ce que les officiers et les soldats puissent être facilement rassemblés. L'augmentation de la solde est certainement de nature à y contribuer. Dépensons un peu plus pour ceux qui vont sur le terrain et un peu moins pour le personnel des services d'organisation et d'instruction. D'abord, permettons à tous de suivre les périodes d'instruction. Si nous voulons avoir une milice digne de ce nom, que tous les effectifs soient au complet, et même au delà. J'admire les lettres qu'a lues mon honorable ami. Dans ce pays aux libres institutions, où l'instruction est très répandue, nous avons le droit de nous attendre à ce que notre jeunesse offre un nombre suffisant de volontaires pour la défense du pays ; autrement, il nous faudrait trouver un autre moyen. Mais je suis convaincu, qu'avec une bonne organisation, nous n'aurons aucune difficulté sous ce rapport.

Le ministre devra ensuite prendre ses dispositions pour pouvoir s'assurer de 40,000 hommes de réserve. Faites faire l'exercice l'an prochain à 60,000 hommes, et cela convaincra les membres de cette Chambre qui pensent comme moi. Je n'ai pas d'objection à voter de l'argent, s'il doit être utilement employé pour la milice. Mais ne mettons pas de politique, pas même un soupçon de politique dans la milice. Le ministre de la Milice devrait avoir assez d'énergie pour remettre à leur place ceux de ses collègues du cabinet qui tenteraient d'intervenir et s'il le fait, il aura l'appui et l'estime des membres de la Chambre. Cela est indispensable si nous voulons avoir une bonne armée. Il m'est arrivé quelquefois d'aller plus loin que je n'aurais dû, pour appuyer le ministre de la Milice. Je sais qu'il a eu des difficultés à surmonter et qu'il a dû résister à certaines influences.

Je me suis permis ces quelques remarques, parce que je croyais utile de les porter à la connaissance du ministre et du Gouvernement. Si le pays venait à s'imaginer que notre milice ne fait pas de progrès et que nous ne réalisons pas assez rapidement les plans exposés par le ministre, il s'opposera à ces dépenses considérables.

Il me reste un autre point à traiter, celui des garnisons d'Esquimaux et d'Halifax, et sur ce point, je regrette de n'être pas d'accord avec le ministre de la Milice. La défense de ces deux places par le Canada est une grave question et j'y suis opposé absolument. C'est une erreur au point de vue financier et aux autres points de vue, c'est plus qu'une erreur. Je n'exprime ici que mes propres opinions, et les exprimerai en toute franchise. Nous ne faisons ici que donner un croc en jambe au principe en vertu duquel le Parlement ne doit pas voter de subsides dont il ne peut diriger l'emploi. N'oublions pas que nous sommes une colonie anglaise et non un pays indépendant. Le Gouvernement pose comme principe que tout l'argent que nous dépensons, que tous les hommes que nous armons pour la défense du pays doivent être sous notre direction directe, mais ce principe ne justifie pas sa conduite en cette circonstance. Les dépenses faites pour la défense du pays peuvent avoir un double objet, un objet impérial et un objet colonial, et ces deux places fortes offrent le meilleur exemple de ce que je veux citer.

Pourquoi maintenons-nous ces deux garnisons ? Ce serait de la folie de dépenser un sou à l'un ou l'autre de ces ports, si ce n'est pour en faire des bases navales pour la flotte anglaise à laquelle nous ne contribuons rien. Cependant, nous nous appuyons sur cette flotte et nous pouvons être sans crainte, quel que soit le pays qui voudrait nous attaquer, je pourrais même dire, quelle que coalition de pays. Sur mer, l'Angleterre est pour ainsi dire maîtresse du monde. Jusqu'à ces derniers temps, l'Angleterre a outillé, armé et entretenu seule ces deux forteresses. Dernièrement, nous